

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 28 (2012)

Artikel: Introduction : des grèves au pays de la paix du travail
Autor: Valsangiacomo, Nelly / Heimberg, Charles / Clavien, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520244>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INTRODUCTION

DES GRÈVES AU PAYS DE LA PAIX DU TRAVAIL

**NELLY VALSANGIACOMO,
CHARLES HEIMBERG, ALAIN CLAVIEN**

LA GRÈVE EST UN CONFLIT DU TRAVAIL AUTOUR D'UN ENJEU MATÉRIEL dans lequel s'affrontent salariés, patrons et syndicats, avec souvent la participation des autorités politiques dans le rôle de médiatrices. Cette définition minimale ne montre toutefois pas la richesse de cet objet historique qui a été pendant longtemps presque absent des études majeures sur les conflits sociaux¹. Mais depuis quelque temps, et la conjoncture n'y est certainement pas pour rien², le thème du conflit dans le monde du travail et le paradigme de classe reviennent en force dans les recherches et les enseignements universitaires³, enrichis de nouveaux questionnements, par exemple la prise en compte des aspects plus émotionnels et identitaires de l'engagement des protagonistes.

- 1 Parmi les nombreux ouvrages sur les conflits sociaux, on peut citer Olivier Fillieule, Erik Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010. Le numéro monographique de *Traverse* consacré à l'histoire ouvrière en Suisse (Nicole Schaad et Angelus Eisinger (éd.), *Arbeitsgeschichte: update 2000 – Histoire ouvrière: update 2000*, 2000, 2) est significatif de l'évolution «culturelle» de cette histoire. Pour une réflexion sur l'histoire des grèves en Suisse: Hans Ulrich Jost, «A propos de l'histoire des grèves en Suisse», in *Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation – lettre d'information*, n° 37, décembre 2006, disponible aussi sur www.homecitycable.ch/josthistoire, consulté le 25 juin 2012.
- 2 La publication en 2008 par l'Union syndicale suisse de la brochure *La grève ça paie! Les conflits du travail en Suisse depuis la grève générale de 1918* nous paraît à ce propos hautement significative.
- 3 Pour ne citer que les derniers enseignements dans les universités romandes: Nelly Valsangiacomo et Carole Villiger, Université de Lausanne, séminaire 2010-2011: «Ouvriers, ouvrières en mouvement. Sociabilités, actions, militances au courant du XX^e siècle»; Laurent Tissot, «Grèves et mouvement ouvrier au XX^e siècle», Neuchâtel, séminaire 2011-2012. On signalera aussi la journée d'étude «Les luttes au travail: étudier et comprendre le recours à la grève» organisée par le CRAPUL et l'IHES, à l'Université de Lausanne, le 16 mai 2012.

La grève entre dimensions macro et micro

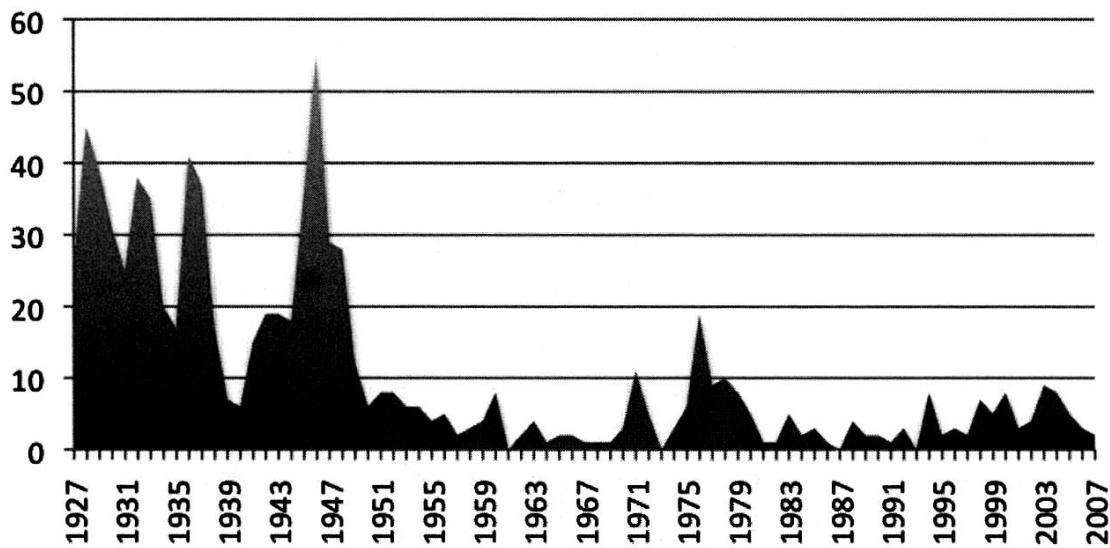
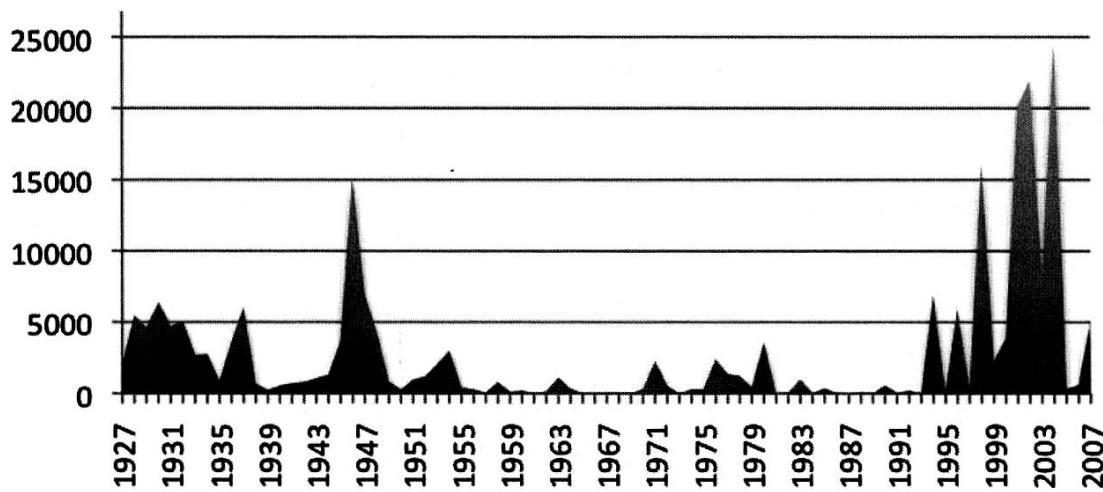
Moment symbolique qui suscite des questionnements forts sur son choix et son déroulement, la grève s'inscrit tout d'abord dans des mutations à une échelle macro: mutation du travail, à la fois dans son organisation, dans la recomposition des relations professionnelles et dans la perception dans la société; mutation aussi de l'inscription des entreprises dans un territoire, avec par exemple une gestion de plus en plus délocalisée, qui change le rapport avec la population, ainsi qu'avec les autorités politiques locales, régionales et nationales. Par rapport à ces grands changements, les syndicats-partenaires sociaux cherchent avec difficulté à redéfinir leur rôle, soit dans leurs relations avec les salariés soit dans la gestion des grèves, pendant lesquelles le rapport entre coût de gestion et recrutement d'adhérents est un enjeu fondamental⁴.

Mais les formes de grèves s'insèrent aussi dans un cadre spatio-temporel micro. Dans le cas suisse, la variable à prendre en considération est assurément la spécificité de la culture du non-conflit qui découle d'une surinterprétation de la «paix du travail», élément identitaire fort avant même de trouver une application homogène, qui a par conséquent une forte influence sur l'acceptation sociale du conflit de travail. En effet, cette paix du travail – dont on commémore la naissance en 1937 presque au même titre que le pacte de 1291 – n'est pas une loi qui interdit la grève, contrairement à ce que l'on pense parfois, mais un accord entre le patronat et les syndicats, inclus dans une convention collective de travail (CCT), un accord qui a d'ailleurs mis du temps pour être étendu à la plupart des CCT. La «formule magique» de 1959, qui associe le Parti socialiste au gouvernement fédéral et élimine ainsi jusqu'à l'idée d'une opposition politique, conforte encore la vision d'un pays où le conflit est géré avant même d'éclater.

Néanmoins, nous le savons bien, la Suisse aussi a vécu et vit des moments de conflit de travail avec le recours à la grève, qui marquent deux pics dans l'après-guerre: les années 70 et le tournant du nouveau millénaire⁵.

4 Voir par exemple «Le prix de la grève», dans l'émission *Mise au point* du 30.01.2005 (Journaliste: Frank Garbely, réalisatrice: Fabienne Clément, 09'52", in www.rts.ch/archives), consultée le 25 juin 2012.

5 Nous remercions Simone Horat, qui nous a permis d'utiliser ses graphiques, élaborés dans le cadre de son doctorat en sciences politiques sur la grève des usines CFF de Bellinzone.

Nombre de conflits**Nombre maximum de travailleurs touchés**

Les grèves dans la Suisse du deuxième après-guerre

Le dossier de ce numéro s'intéresse avant tout aux grèves après la Seconde Guerre mondiale. Mais il n'est pas inutile de faire d'abord certains rappels. Notre dossier s'ouvre donc par une étude de Christian Koller qui montre comment les milieux bourgeois ont, dès le XIX^e siècle, systématiquement délégitimé la grève en la présentant comme une pratique d'importation étrangère inconciliable avec les valeurs patriotiques, républicaines et démocratiques de la Suisse. La xénophobie

à l'encontre des ouvriers étrangers et contre les leaders du mouvement ouvrier suisse d'origine étrangère joue un rôle fondamental dans ce processus, bientôt relayée par la théorie du complot communiste, qui voit derrière chaque gréviste un agent potentiel de Moscou. La deuxième étude revient sur le reproche anarchiste, récurrent jusqu'à aujourd'hui, qui veut que le meilleur ennemi du prolétaire soit le politicien socialiste, ou le permanent syndical, au choix. Présentant les positions de Fritz Brupbacher, Frédéric Deshusses évoque ainsi les débats autour de la grève, et de la grève générale, un peu oubliés aujourd'hui, mais qui sont vifs au tournant du XX^e siècle dans un mouvement ouvrier alors persuadé de la légitimité de la grève.

Les articles suivants nous transportent au cœur du sujet, dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Joël Varone s'attarde sur la grève d'août 1954 à Chippis et montre comment les syndicalistes de la FOMH court-circuitent le mouvement et écartent le comité de grève local pour s'imposer comme le seul interlocuteur valable face à la direction, avec l'approbation bienveillante des autorités valaisannes. Une année plus tard, les velléités de grève des ouvriers de la Fabrique de machines Oerlikon sont prestement contenues par le syndicat, soucieux de conserver sa position de négociateur incontournable avec le patronat. L'article de Michael Schmitz tourne parfois à la charge, mais ces deux monographies illustrent bien le fonctionnement bureaucratique des institutions syndicales qui en viennent à songer avant tout à leur propre développement et à leurs propres intérêts, confondus par elles avec l'intérêt des ouvriers qu'elles représentent. La paix du travail est un des arguments de ce discours syndicaliste conciliateur, tout comme l'est aussi l'opposition, classique, entre «responsable» et «irresponsable». Dans les années 70, comme le montre Mattia Pelli dans un article sur la grève de la Monteforno, les syndicats ont plus de peine à confisquer les luttes ouvrières. L'initiative Schwarzenbach est ici un élément déterminant pour une prise de conscience parmi les ouvriers immigrés, qui ne sont pas tous politisés, mais à qui les débats sur l'initiative xénophobe ont fait perdre des illusions sur la Suisse et les Suisses. La décision de s'engager dans une grève est ainsi vécue comme une réponse au racisme rampant et aux discriminations propres à la condition immigrée, mais aussi comme la réaffirmation d'une dignité; elle est encore encouragée par une atmosphère de radicalisation politique portée par les mouve-

ments nés dans le sillage de 68, même s'il ne faut pas, à en croire Pelli, surévaluer l'influence des «agitateurs» d'extrême-gauche. Gabriele Rossi replace les grèves de l'après Seconde Guerre mondiale dans une séquence tessinoise séculaire, tout en donnant un riche aperçu des ressources archivistiques du canton en la matière. Il distingue plusieurs phases de lutte en fonction de la localisation et de l'organisation des archives, ce qui n'est bien sûr pas sans lien avec la situation sur le terrain.

Le dossier se termine enfin sur une note comparative, avec l'article de Stéphane Sirot, qui reprend de manière synthétique le modèle des trois âges de la grève qu'il avait défendu dans sa thèse consacrée à la France et qu'il élargit ici à l'Europe. Ce modèle peut se résumer en trois mots: exclusion, intégration, institutionnalisation. Dans un premier temps durant lequel le mouvement ouvrier est encore peu organisé, la grève est un fait coupable et marginal, et sa pratique est dangereuse. Dès la fin du XIX^e siècle, elle devient un phénomène normal des sociétés industrielles, un fait social en voie de banalisation et accepté. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la grève est institutionnalisée et deux grands modèles de gestion de la grève se développent alors. En Europe du Nord, on préfère éviter la grève par les conventions collectives et l'arbitrage, la revendication et la négociation doivent précéder le conflit, alors que la France et l'Europe du Sud connaissent une conflictualité ascendante jusqu'à la fin des années 70, laissant à la grève une place fondamentale dans la régulation des rapports sociaux et des relations de travail. Enfin, Sirot esquisse une quatrième étape, encore incertaine, qui s'esquisserait depuis les années 80, caractérisée par un repli de la grève, confrontée au passage d'un «capitalisme ancien» à un «capitalisme moderne», sans pour autant qu'elle disparaisse...

Il n'est pas sûr, en réalité, que ce modèle joue complètement pour la Suisse. Mais à considérer le dernier demi-siècle, on retrouve la coupure des années 70. Il semble en effet possible de distinguer deux périodes depuis 1945. La première d'entre elles s'ouvre à la fin du deuxième conflit mondial et va jusqu'aux années 60. La Suisse vit un fort démarrage industriel (un tiers des personnes actives en Suisse travaillent dans l'industrie). Les grèves sont alors souvent centrées sur l'adhésion à des conventions collectives de travail, qui, malgré la loi fédérale de 1956, ne sont pas encore très souvent à l'ordre du jour. La notion de paix du travail absolue fait le plus souvent partie de ces CCT négociées par les

appareils syndicaux. Les années 70 voient des grèves radicales (dites «sauvages») se développer contre les licenciements massifs et conduire en général à la négociation de plans sociaux. C'est une période qui est plus significative pour la typologie des grèves que pour leur quantité: on peut penser par exemple au cas de Paillard à Yverdon (1971)⁶, de la SIP à Genève (1975) ou encore de Dubied à Neuchâtel (1976)⁷. On se limitera ici à quelques exemples significatifs de cette période, qui voit le dépassement de «l'âge d'or» du salariat ouvrier, âge qui court de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 60.

La grève de la Savoy SA, spécialisée en production de chaussures pour Bally, dans le village de Stabio, au Tessin, en 1970 est un cas intéressant sur plusieurs plans⁸. Tout d'abord, elle est exemplaire (comme bien d'autres cas, surtout en Suisse italienne et en Suisse romande, durant cette période) de l'engagement des mouvements extra-parlementaires en faveur des ouvriers, notamment de leur soutien à l'organisation des grèves. En deuxième lieu, elle se déroule dans un cadre particulier, celui d'une région de frontière dans laquelle les usines engagent des travailleurs italiens, frontaliers pour la plupart. Les revendications ouvrières (salaire minimum, payement ponctuel du salaire à la fin du mois, abolition du travail à la pièce, payement des frais de déplacement entre la maison et l'usine) signalent l'influence des mouvements extra-parlementaires, dans ce cas du Movimento giovanile progressista (MGP). L'aspect de genre est aussi bien présent car l'exigence d'un salaire minimum unique renvoie non seulement aux différentes catégories de travailleurs, mais aussi au fait que les femmes,

6 Cyril Michaud, *L'usine Paillard à travers sa Commission ouvrière (1941-1955)*, séminaire BA, Lausanne, 2011, 33 p.; Laurent Tissot, «Pourquoi signer une paix du travail alors qu'il n'y a pas eu de guerre?» Logique patronale et attitudes ouvrières dans une entreprise vaudoise: Paillard SA, 1938-1950», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier. Archives d'entreprises*, 1999/15, pp. 13-34.

7 Christian Koller, «Grève, partenariat social et participation. Moyens d'action syndicaux: de l'opposition à la complémentarité», in *Voies multiples, but unique: Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne, 2004, pp. 47-58; Jean Steinauer, «1976: grève chez Dubied» in Valérie Boillat et al., *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 238-239.

8 Stefano Vivaldo, *La grève Savoy SA de Stabio (1970): comment est-on arrivé au bras de fer entre le patronat et les employés?*, séminaire BA, Lausanne, 2011.

quelle que soit la catégorie concernée, gagnent toujours un franc de moins l'heure⁹.

Le MGP agit selon une stratégie d'élargissement du mouvement qui va se révéler trop optimiste :

La lutte de la SAVOY est la lutte de tous! (...) notre solidarité avec la grève SAVOY se manifeste surtout par le fait de poser les conditions nécessaires à l'élargissement de la lutte. POUR ROMPRE LA PAIX DU TRAVAIL, LA PAIX DES PATRONS, ORGANISONS TOUT DE SUITE DES GROUPES D'USINES ET DE CHANTIERS DANS LA PERSPECTIVE D'UNE GÉNÉRALISATION DE LA LUTTE!¹⁰

Mais la grève n'est soutenue ni par les syndicats, ni par l'opinion publique. On en dénonce plutôt l'aspect «illégal», en épousant ainsi le point de vue de la direction de l'usine. Aussi la presse de la gauche institutionnelle s'empresse-t-elle de relever que les revendications ouvrières doivent être accompagnées par l'activité de médiation des syndicats, dans l'optique du respect de la paix du travail. La grève prendra fin après trois semaines sans résultats satisfaisants pour les ouvriers, suite, peut-on supposer, à la menace de licenciements en masse et au manque de soutien financier de la part du MPG qui ne dispose pas des ressources nécessaire à de tels engagements.

La tension entre les institutions syndicales et les ouvriers est aussi patente dans la grève de Matisa¹¹. Créeée en 1945, l'entreprise Matisa (basée à Crissier depuis 1962 et vendue au groupe canadien Canron en 1969) est spécialisée dans la construction de machines pour l'entretien des voies ferrées. Malgré une situation florissante, cette usine, comme d'autres, réagit à la crise à travers la mise en place d'un nouveau système salarial basé sur le calcul du «salaire aux points», ce qui signifie qu'à partir du salaire de base, un certain nombre de points sont attribués aux

9 Tract sur la grève de la Savoy, (s.d.), cité in Vivaldo, *op. cit.*, p. 39. Sur la question des rapports de genre lors des grèves, Sabine Christe, «A travail égal, salaire égal: une revendication féministe? Le conflit du cadran métal en 1937 et 1946», in Christe, Natchkova, Schick, Schoeni, *Au foyer de l'inégalité*, Lausanne, Antipodes, pp. 245-288.

10 Tract sur la grève de la Savoy, (s.d.), cité in Vivaldo, *op. cit.*, p. 25.

11 Elena-Sezgi Esen et Nicolas Mermoud, *La grève de Matisa*, (1975), séminaire BA, Lausanne, 2011; Camille Coquoz, *Matisa* (1976), dossier d'examen, séminaire BA, Lausanne, 2011. Sur cette grève, voir le fonds de la FTMH, PP907/162 et le fonds d'UNIA, PP907/751-752, Chavannes, Archives cantonales vaudoises, ainsi que les Archives privés de Werner Schmidt, syndiqué de l'entreprise Schulzer, membre du CAS (Comité d'Action Syndicale).

travailleurs en fonction d'une série de paramètres: productivité, assiduité au travail, discipline et comportement à l'égard des supérieurs. Entre 1975 et 1976, les manifestations se suivent: le 11 novembre 1975, 3000 ouvriers et patrons des usines horlogères protestent à Berne contre le cours élevé du franc suisse et la perte d'emploi¹². Le 1^{er} mars, en réponse à un appel de l'USS, 20'000 travailleurs manifestent dans une trentaine de villes suisses pour protester contre les licenciements et les coupes de salaire. On peut supposer que ce climat, ainsi que les différentes grèves qui touchent l'industrie des machines dans les années 70, ont influencé le choix des travailleurs de Matisa. En effet, dans l'usine, l'absence de réajustement des salaires, l'augmentation de la cadence de production et le durcissement de la discipline s'accompagnent de deux vagues de licenciements. Malgré l'invitation patronale à s'imprégnier de l'esprit de Noël et à se tourner résolument vers l'avenir¹³, les ouvriers se mobilisent lors de l'assemblée générale du 4 mars 1976: «Nous savons une chose, les capitalistes de Matisa et du groupe Canron sont prêts à tout pour sauver leurs profits [...] Les requins multinationaux ne pensent qu'à leurs affaires et pas du tout aux familles de travailleurs.»¹⁴ Lorsque dans l'après-midi, la FTMH et la FCOM doivent évoquer les résultats de la première journée de négociation, les ouvriers décident de se mettre en grève et forment un comité de grève. «Nous ne devons pas les laisser décider pour nous, soyons fermes sur nos revendications. Comme l'ont été les travailleurs de LEU à Chavannes où toute décision se prenait dans l'assemblée générale des travailleurs.»¹⁵

12 A ce propos il faut au moins rappeler la grève de Bulova Watch. Cf. Laurence Marti, «Retour sur une grève dite exemplaire. La grève de Bulova Watch Co., Neuchâtel, 1976», in Magdalena Rosende et Natalie Benelli, *Laboratoires de travail*, Lausanne, Antipodes, 2008; Marc Perrenoud, «Syndicats ouvriers et grèves dans l'horlogerie suisse», in *L'homme et le temps en Suisse, 1291-1991*, La Chaux-de Fonds, 1991. L'occupation de Bulova a été une première suisse, cf. Camille Coquoz, *L'occupation de Bulova à Neuchâtel (1976)*, séminaire BA, Lausanne, 2011.

13 Lettre de la direction de Matisa dans le bulletin de l'usine, *Matis' avis*, reproduite in *Matis' avis. De qui se moque t-on?*, *Lutte ouvrière*, janvier-février 1976, édité par le Comité d'Action Syndicale, p. 3. Les documents sur Matisa sont tirés du séminaire déjà cité d'Esen et Mermoud.

14 «Matisa: Mobilisons-nous pour défendre nos postes de travail», tract diffusé par la CAS, in Archives privées Werner Schmidt, p.1.

15 *Ibid.*, p. 2.

La FCOM, qui a très peu de membres dans l'entreprise, soutient immédiatement les grévistes, gagnant ainsi une adhésion de masse de la part des ouvriers. La FTMH ne va donner son adhésion officielle que le 17 mars, après que 1'500 travailleurs sont descendus dans la rue pour soutenir les grévistes de Matisa. Cette adhésion tardive du syndicat a permis entre-temps à l'usine de rappeler ses troupes à l'ordre avec des lettres de menace aux différents grévistes: «Malgré notre appel et celui de la FTMH à suivre la procédure conventionnelle, sans rompre la paix du travail, nous avons le regret de devoir constater que vous êtes en train de vous placer vous-mêmes, unilatéralement, dans une situation de rupture de contrat.»¹⁶ Une partie des travailleurs va rester en grève. Les femmes de grévistes s'engagent aussi activement dans la lutte. Les manifestations de soutien se poursuivent, avec une importante participation populaire¹⁷.

Le comité de grève aura une grande importance pour faire accepter aux travailleurs l'accord du 24 mars qui admet une bonne partie des revendications ouvrières.

L'Ouest lausannois, où se trouve Matisa, rassemble en cette période une réalité ouvrière forte autour de laquelle gravitent des mouvements extraparlementaires comme le Comité d'Action Syndicale (CAS), actif de 1973 à 1979. Au contraire du MGP, qui soutenait la grève de la Savoy, on est en présence d'un mouvement composé tant par des intellectuels et des étudiants que par des ouvriers, certains d'entre eux travaillant du reste chez Matisa¹⁸. Le climat de mobilisation générale et l'enracinement dans le territoire des réalités ouvrières, ainsi que la capacité de porter la grève dans la rue, sont assurément des éléments à considérer pour comprendre la victoire partielle de cette grève, qui a su ressembler derrière elle le soutien, moral mais aussi financier, d'une partie de la population et d'autres ouvriers (le Comité de soutien,

16 Lettre de la direction de Matisa à un employé (s.n.), 16 mars 1976, in Comité d'action syndicale (CAS)/Vaud, [réd. resp. J.L. Mello], *Grève Matisa, un exemple: du 6 au 24 mars 1976*, Lausanne, Comité d'action syndicale, 1977.

17 *Ibid.*

18 Esen et Mermoud, *op. cit.*, p. 9. Les auteurs analysent les différents acteurs de la grève, notamment le Comité de grève, le CAS, le Comité de soutien, la commission d'entreprise, les syndicats, la direction, l'ASM (Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie) et enfin l'Office cantonal de conciliation et d'arbitrage.

d'ailleurs, sera composé de différentes tendances). Toutefois, comme dans la plupart des grèves, quand les feux de la rampe s'éteignent, la victoire se paie. Les travailleurs qui ont conduit la grève sont changés de secteur, afin de rendre leur action moins incisive. Une année et demie après la grève, malgré de bons dédommages, une nouvelle vague de licenciements survient et, comme par hasard, «les plus grosses têtes sont toutes tombées»¹⁹.

Si la participation des femmes et de l'immigration aux grèves est importante, leur rôle a été très peu étudié²⁰. Pendant longtemps, cet aspect était rarement souligné, et l'on peut relever ici le regard alors novateur de la vidéaste Carole Rossopoulos dans ses documentaires sur la fameuse grève chez LIP (1973)²¹. Aujourd'hui, l'historiographie est devenue plus sensible à ces éléments: l'approche d'histoire orale (illustrée dans ce numéro par l'article de Mattia Pelli) permet par exemple de récupérer à la fois des éléments d'information et de narration très utiles pour comprendre l'articulation entre la condition de migrant et l'émergence d'un activisme militant contre cette condition discriminante. A ce propos, une autre catégorie socioprofessionnelle qui se mobilise et qui devrait être mieux étudiée est celle des apprentis²².

Les vagues de soulèvements dans l'industrie des années 70 conduisent aussi une partie de la FTMH à réfléchir à ses positions et à publier une prise de position antibureaucratique, connue sous le nom de Manifeste 77.

Mais les années 80 semblent laisser derrière elles l'envie de changement. Les grèves s'estompent: le mouvement des typographes de 1980

19 Interview de Mario Laffely, ouvrier et gréviste de Matisa, membre du CAS, in Esen et Mermoud, *op. cit.*, p. 21.

20 R. P. Ireland, *The Policy Challenge of Ethnic Diversity. Immigrant Politics in France and Switzerland*, London, Harvard University Press, 1994.

21 Carole Rossopoulos donnera tout d'abord la parole à une actrice de la lutte des LIP, Monique Piton (*Lip: Monique*, Paris, Vidéo Out, 1973), puis tournera par la suite une vidéo de témoignage de deux militantes de LIP, à propos des conflits de genre pendant la grève (*LIP: Monique et Christiane*, Paris, Video Out, 1976). Voir aussi Gwenolé Scuiller et André Ribéiro, *La grève autogestionnaire de LIP: construction d'une mémoire ouvrière*, séminaire BA, Lausanne, 2011.

22 Aude Cropte, *Luttes et grèves des apprentis. Le cas de Trevano (1975)*, séminaire BA, Lausanne, 2011. Le documentaire de Giovanni Doffini, *E noi altri apprendisti* (Pic Film, Lugano, 1976) ainsi que d'autres documents sur cette grève sont déposés auprès de la Fondation Pellegrini-Canevascini, Bellinzona, Archivio di Stato del Cantone Ticino.

n'arrive pas à atteindre ses buts nationaux et se brise contre la rigidité patronale. C'est une «défaite syndicale dont les répercussions se feront encore sentir de nombreuses années»²³. Malgré les comités de soutien qui s'organisent en faveur de la difficile grève des mineurs anglais de 1984²⁴, d'ailleurs brisée symboliquement par Margaret Thatcher, les conflits de travail en Suisse se manifestent avec d'autres moyens, dont quelques manifestations de rue, mais n'atteignent jamais le seuil de la grève.

Il faut attendre les années 90 pour voir la (re)naissance de luttes contre la détérioration des conditions de travail. Dans une période où la politique contractuelle, souvent critiquée par la gauche politique, est désormais attaquée par la droite, une nouvelle vague de grèves touche l'Europe, et aussi la Suisse. La légalité de la grève a été insérée, après de longs débats il est vrai, dans la nouvelle Constitution fédérale de 1999, limitée toutefois par une série de contraintes. Seule la grève du travail organisée par des syndicats est licite et certaines catégories de personnes se voient interdire le recours à ce moyen de lutte.

Pendant cette période, on assiste tout d'abord à la mobilisation de la fonction publique, protestant contre la disparition du statut de fonctionnaire, aux niveaux national et cantonal, et contre d'importantes restrictions budgétaires. Entre-temps, les ouvriers du bâtiment revendiquent la retraite à 60 ans, avec une série de manifestations de rue. Mais ce sont surtout les délocalisations et les licenciements dans les usines qui débouchent sur des grèves.

Si les années 90 commencent avec une grève symbolique, la grève des femmes de 1991, par la suite, les arrêts de travail s'intensifient²⁵. Au début du nouveau millénaire, elles deviennent de plus en plus nombreuses et suivies, et les moyens d'action se modernisent. Les deux exemples à retenir sont assurément les longues grèves (un mois chacune) de la Boillat (2006) et des usines CFF de Bellinzone (2008).

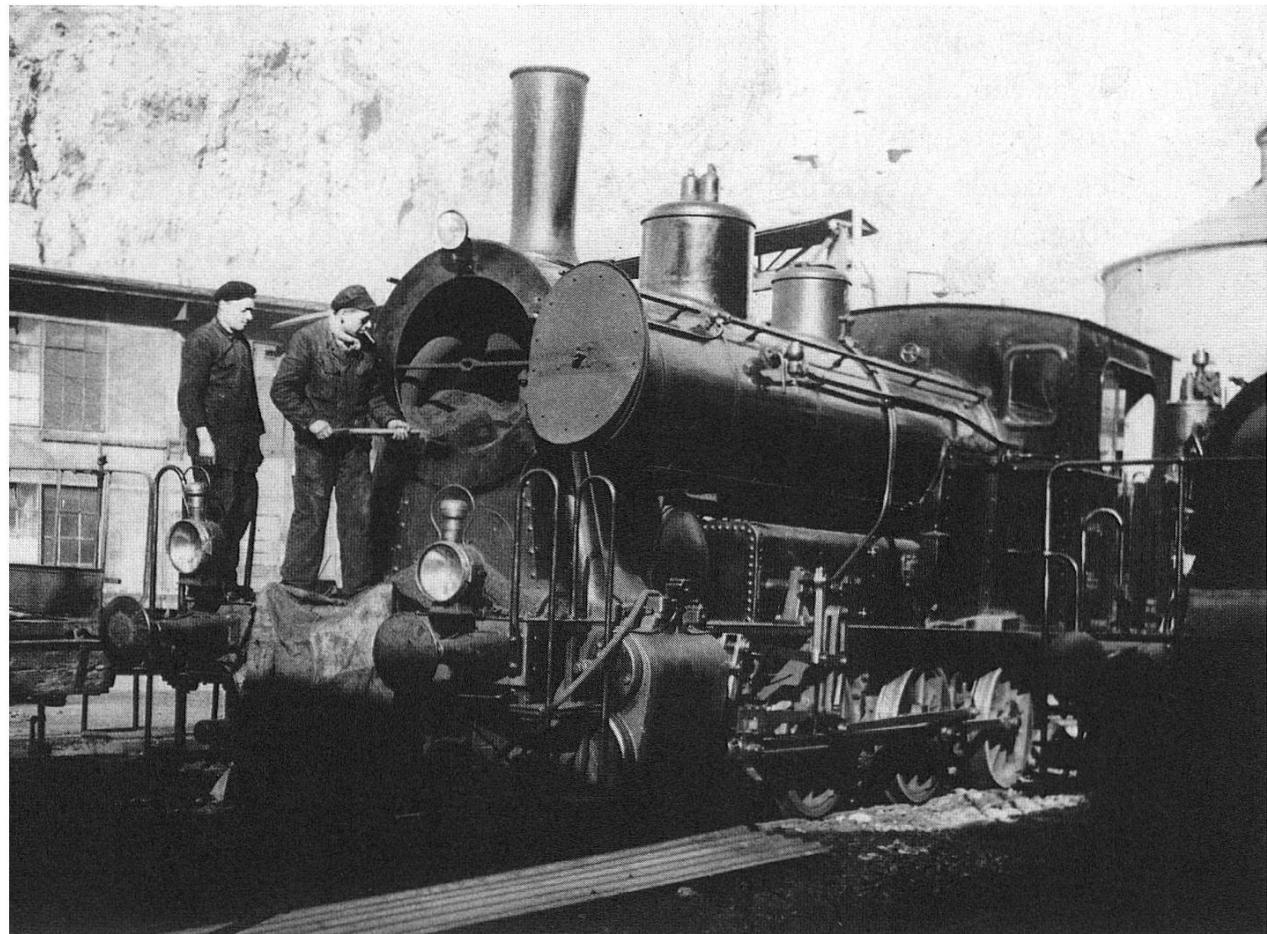
23 Oscar Hiestand, *125^e anniversaire de Gutenberg: la lutte continue: 1872-1997*, Berne et Lausanne, Syndicat du livre et du papier, 1997, 56-57; Eric Guertzenstein, *La grève des imprimeries de Lausanne et environ (1980)*, séminaire de BA, Lausanne, 2011.

24 Sur le soutien helvétique, voir Mathias Meillard, *Les grève des mineurs anglais et l'opinion publique suisse (1984)*, Séminaire BA, Lausanne, 2011.

25 Pour une vision d'ensemble, Ralph Hug, «Le durcissement des luttes. Grève et droit de grève: état des lieux», in *La grève, ça paie..., op. cit.*, pp. 7-14.



Jules Fellay et ses collègues, usine de Chippis, années 1940.



Locomotive devant le magasin de marchandises, Chippis, vers 1930.

En mars 2008, la grève des Officine FFS Cargo de Bellinzona (OBe) a un impact extraordinaire sur la vie publique de la Suisse italienne. Toute la région soutient les 400 travailleurs qui s'opposent au plan de restructuration et au démantèlement de la part de la Direction des CFF. Les CFF ont été transformés en société anonyme et partagés en divisions, dont la division «Cargo», qui va être introduite dans le marché libéralisé sans les investissements nécessaires²⁶. Comme dans d'autres cas, la mutation est accompagnée par l'introduction d'une gestion des procès productifs en lien avec le toyotisme, et par la managérialisation des cadres dirigeants. Ces changements trouvent des résistances différencierées selon les régions, selon le type de travail accompli par les différentes usines CFF, selon la culture syndicale des travailleurs — et l'on rappellera ici que les cheminots ont eu un rôle important dans les mouvements sociaux et politiques suisses²⁷.

La grève est ainsi la conclusion d'une longue lutte contre le démantèlement. L'annonce, le vendredi 7 mars 2008, de la suppression de 126 postes de travail, ainsi que de la privatisation d'une partie de la manutention (mesures qui auraient signifié la fermeture des usines) pousse l'assemblée des ouvriers à décider la grève. Organisée selon les formes de la démocratie parlementaire²⁸, la protestation a le soutien populaire. Les deux principales manifestations vont rassembler une moyenne de 10'000 personnes chacune, sur une population de 340'000 habitants environ. On récoltera environ 1,5 millions de francs de soutien. Les femmes des ouvriers s'organisent en groupe culturel de soutien (*Officina donna. L'altra parte della resistenza*), qui va poursuivre son activité bien au-delà de la grève²⁹.

26 Pour une vue d'ensemble sur les restructurations des CFF, décidées et avalisées par le Conseil fédéral, voir Christian Marazzi et Spartaco Greppi, «Le mani sulle Officine. Le mani sul bene comune» in Gabriele Rossi et al., *Giù le mani dalle Officine*, Lugano-Bellinzona, Fontana edizioni-Salvioni edizioni, 2008, pp. 149-156.

27 Charles Heimberg, «“Giù le mani dall’Officina!” e poi?», in *Lo sciopero all’Officina FFS Cargo di Bellinzona. Una vicenda di dimensione nazionale*, Archivio Storico Ticinese, 2008, 144, p. 264.

28 Angelica Lepori Sergi, «Officine di Bellinzona : una cultura sindacale dal basso», in Nelly Valsangiacomo et Francesca Mariani Arcobello, *Altre culture. Ricerche, proposte, testimonianze*, Bellinzona, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 2011, pp. 213-237.

29 Angelica Lepori Sergi et Anita Testa Mader, «Officina donna: l’altra metà della resistenza», *ibid.*, pp. 329-349.

Un mois après le début du conflit, les mesures sont retirées et le travail recommence. Le comité de grève se prépare aux tables rondes difficiles des années suivantes. Malgré les victoires et le maintien d'une bonne partie des requêtes, les CFF et les politiciens font consciemment traîner les choses, jusqu'aujourd'hui, afin d'éviter d'appliquer les mesures de soutien proposées par les ouvriers et notamment le projet de pôle technologique, malgré le fait que ce projet avait été transformé en initiative populaire, avec 15'000 signatures (le double du nécessaire).

Défense des intérêts régionaux, fédéralisme helvétique, rôle du service public, pouvoir des managers ont été les thèmes les plus débattus dans les media pendant cette grève, qui va durer un mois. Le slogan «*Giù le mani dall'Officina!*» («Bas les pattes de l'Usine!»), repris d'une formule apparue dans les années 70 lors de la défense des usines de réparation des CFF dans le village de Biasca³⁰, devient le symbole de la cohésion sociale autour d'un lieu de travail perçu comme un bien commun.

L'impact est tellement fort que le Conseil d'Etat mandate la Fondation Pellegrini-Canevascini pour la récolte et l'inventaire des documents produits par la grève, presque en temps réel³¹. Cela va déboucher sur une expérience d'histoire immédiate et partagée, qui met en confrontation l'historien avec le problème induit par des sources «en construction»³².

Dans la deuxième partie du projet, 70 interviews ont été effectuées³³. Le travail dans ses différentes expressions et mutations est au centre de ces narrations: l'identité des cheminots, le processus de rationalisation et la perte de confiance, le contrôle du temps, noyau d'un conflit qui couve

30 Fabrizio Viscontini, *Giù le mani dall'Officina 1976-1983*, Bellinzona, FPC, 1992; Marco Marcacci, «L'Officina del popolo. Simboli, riti e immaginazione sociale intorno allo sciopero», in Gabriele Rossi et al., *Giù le mani dalle Officine*, op. cit., pp. 129-142.

31 Le descriptif du projet et l'inventaire du fonds papier sont à disposition sur le site de la Fondation (www.fpct.ch). V. aussi Gabriele Rossi, «“Giù le mani dall'Officina” Traces de grève à Bellinzona», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, Vues d'archives*, 2008, 24, pp. 7-15.

32 Nelly Valsangiacomo, «Materiali d'officina. Un progetto archivistico e storiografico su uno sciopero in un paese dove non si sciopera», *Historia Magistra* 2009, 11, pp. 135-147.

33 La Fondation sera rejoints dans la deuxième partie du projet par l'Associazione Treno dei sogni, autour du réalisateur Danilo Catti. L'association a notamment produit deux documentaires autour de cette grève. Une exposition sur ces documents audiovisuels est prévue au printemps 2013.

sous les cendres bien avant d'être transformé en objet de tractations par les syndicats. Des syndicats qui sont jugés (avec le regard de l'après-grève) insuffisants et trop impliqués dans leur rôle de concertation.

La grève de Bellinzone, qui a été étudiée aussi comme mouvement identitaire de la périphérie (abandonnée par les ex-régies fédérales) permet aussi d'analyser les nouveaux répertoires d'action qui s'inscrivent dans le développement de moyens d'action liés à la technologie, notamment les message sms et la circulation des information sur le net, à travers le blog. La mise en place de ces moyens par un groupe de syndicalistes d'UNIA a été payante³⁴. Ceci pose, parmi d'autres questions, celle du rapport avec le territoire, étant donné la possibilité de contourner les médias officiels. Faire l'événement devient relativement plus facile et sans doute faudrait-il étudier en quoi cela a pu changer non seulement le cours d'une grève mais aussi et surtout sa perception au niveau de l'opinion publique. «Un ouvrier ce ne peut être fait que pour travailler [...] L'état de grève est ressenti comme un scandale, quelle qu'en soit l'origine, et des connotations péjoratives piègent le mot [...],» relevait Maurice Tornier il y a dix ans³⁵. Les choses seraient-elles en train de changer?

Pourquoi la grève ? L'apport des monographies

L'étude de ces grèves, qui s'inscrivent dans un avant et un après, nous permet de vérifier nos hypothèses par rapport à la question principale: pourquoi la grève? L'historien peut apporter bien des éléments de connaissance à ce moment-clé de l'exploration des pratiques des conflits du travail, qui permet de vérifier les outils analytiques développés, puis de considérer le problème dans une optique comparative.

Pourquoi la grève éclate-t-elle? L'analyse monographique nous paraît porteuse de réponses, en suivant notamment trois axes principaux. Tout d'abord, l'analyse de la socialisation politique des ouvriers concernés; ensuite, l'enracinement local des ouvriers, de la direction et de

34 Dans le documentaire *Giù le mani*, il y a une scène très emblématique à ce propos. Tentant de convaincre ses autres collègues sceptiques, le syndicaliste Siro Petruzzella affirme pendant une réunion du Comité de grève: «si j'envoie maintenant un sms, demain on sera 10'000 dans la rue.» Sa prédiction se réalisera.

35 Maurice Tornier, *Des mots de la grève. Propos d'étymologie sociale 1*, Langages, Lyon, ENS Editions, 2002, p. 71.

l'usine; enfin, la subjectivité, en d'autre termes le développement d'un sentiment d'injustice et la perception accrue de la précarité structurelle, de l'incertitude économique et plus généralement des inquiétudes face à l'avenir des salariés. Cette dernière approche nous paraît porteuse de sens, si on l'articule avec les deux premières, afin de mieux comprendre comment les représentations subjectives peuvent conduire à l'action.

L'étude monographique permet aussi d'entrer dans l'analyse des motivations variées de la participation à la grève: pour certains, la conviction solide, souvent accompagnée par une forte mémoire du travail et un enractinement au territoire; pour d'autres, la crainte du jugement des collègues, mais aussi un moyen de socialisation et de construction identitaire. Ces différentes visions arrivent à se rejoindre, au moins pendant les moments chauds de la grève. A ce propos, si l'unité de la classe semble être mise à mal par les mutations sociales, économiques et technologiques vécues dans la société occidentale, les grèves des dernières années montrent comment la question se pose surtout au niveau de l'unité juridique du salariat.

Qu'est-ce que la réussite ou la faillite d'une grève? Mis à part les aspects de réussite matérielle, d'autres éléments semblent importants, comme par exemple la perception des participants ou leur prise de conscience que la mobilisation est possible. D'autres aspects doivent encore être pris en compte: la présence d'un noyau d'ouvriers qui conserve la mémoire du travail et de sa mutation au fil des années; l'enracinement territorial, avec la possibilité pour la population de s'identifier avec les travailleurs en grève, et en ce sens, la grève doit sortir de l'usine et aller dans les rues tout comme la population doit pouvoir entrer dans les lieux symboliques de la grève; le rôle des syndicats, ou mieux la capacité/difficulté de combler le décalage entre les représentants syndicaux de la base et les gestionnaires des grandes fédérations syndicales.

L'après-grève est aussi porteur d'éléments de connaissances qui permettent d'approfondir l'analyse du comportement des acteurs: la mutation des stratégies patronales; la prise en charge éventuelle par les ouvriers de négociations successives; la condition des syndicats qui, de façon souvent schizophrénique, oscillent entre appel à la mobilisation des masses et volonté de rester maîtres du mouvement, mobilisation ouvrière et négociation conciliatrice.

La grève n'est pas seulement un conflit qui se déroule dans un moment précis, elle est aussi un paradigme interprétatif du concept de travail³⁶. Incrire la grève dans un avant et un après est donc fondamental pour comprendre à la fois les mécanismes de ce conflit et son inscription dans la mutation du travail. A ce propos, la mobilisation de différentes sources est très enrichissante. L'analyse des commissions ouvrières sur la longue période nous offre un élément fondamental pour comprendre les dynamiques internes à l'usine. Les travaux sur les prud'hommes nous permettent de mieux comprendre comment la société, les institutions gèrent les conflits³⁷. Les sources patronales, par ailleurs, sont trop souvent négligées, au profit de la vision syndicale. Ces sources permettent de reconstituer des pratiques qui dépassent souvent le cadre d'une usine, en s'inscrivant dans des réseaux de stratégie plus larges, au niveau de l'association faîtière du monde industriel. Par ailleurs, le rôle des médias dans la réussite du conflit n'est pas à négliger et en ce sens les études sur les sources audiovisuelles nous amènent des éléments intéressants. Enfin, les récits de vie autour de ces moments forts de conflit nous permettent aussi de questionner la mutation du travail, et sa perception subjective. Analyser la différence d'attitude avant et après la grève est ainsi l'un des moments-clé de l'interview, car elle permet de vérifier l'évolution induite par la prise de conscience de la participation à une mobilisation collective. Si la grève est perçue comme un «temps extraordinaire», hors du commun, la perception même de l'usine et des rapports entre ouvriers change dès lors complètement.

Pourquoi l'absence de grève ?

Qu'en est-il de la paix du travail ?

Un dernier point mérite d'être souligné. L'appel à communication pour le présent dossier concernait aussi bien les grèves que la paix du travail, dans la perspective des 75 ans des accords nationaux homonymes dans les secteurs de l'horlogerie, puis de la métallurgie. Or, les retours qui nous sont parvenus ont concerné bien davantage des grèves que leur

36 Christian Chevandier et Michel Pigenet, «L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards», *Le Mouvement social. L'histoire sociale en mouvement*, 2002, 200, pp. 163-169.

37 Valentine Costa, *Les Prud'hommes. Quelle source pour les revendications ouvrières?*, séminaire BA Lausanne, 2011.

absence, la conflictualité ouvrière que la paix du travail. Ce constat et ses conséquences permettent bien sûr de situer les accords de paix du travail pour ce qu'ils sont, sans leur attribuer la signification de pacification généralisée des rapports sociaux qu'ils ne recourent pas dans les faits. Cependant, leur fonction symbolique dans l'espace public, le mythe de concordance et de stabilité des rapports sociaux qu'ils ont engendré, tout cela ne ressort guère des monographies sur des mouvements de grève telles qu'on les retrouve dans ce volume, si ce n'est par le biais de l'analyse critique de l'attitude systématiquement conciliatrice des grandes fédérations syndicales.

Il en va en quelque sorte de l'histoire des grèves et de celle du sentiment dominant de paix du travail comme il en va de ce qui distingue l'histoire du mouvement ouvrier de celle du monde ouvrier. La posture d'action et de résistance ne nous dit qu'une partie de l'histoire des acteurs du travail. L'intégration collective des valeurs induite par les représentations de la paix du travail, l'idée cliché, par exemple, que la grève serait tout à fait illégitime, si ce n'est interdite, en Suisse, voilà qui a joué un rôle sans doute considérable dans une histoire qui n'est pas seulement constituée de luttes et de formes de sociabilité, mais aussi de résignation et d'isolement. L'histoire est ici tributaire de sources dont l'existence et l'accès ne vont déjà pas de soi, mais qui nous disent par ailleurs plus volontiers l'action que le renoncement, la geste revendicative que la souffrance sociale restée silencieuse par nécessité.

Le renouvellement de l'histoire sociale et ouvrière passe donc aussi par la prise en compte de ces réalités moins visibles et des formes de solidarité d'une autre nature qu'elles engendrent dans la vie quotidienne. Pour les examiner, pour reconstruire cette vie ouvrière entre les mouvements sociaux, ou loin d'entre eux, l'histoire orale constitue peut-être une piste prometteuse. Car il s'agit bien de reconstruire une histoire des producteurs qui ne soit pas une *doxa* produite en leur nom pour décrire et justifier le monde du travail tel qu'il a été et tel qu'il est. Il s'agit aussi par là de réintégrer dans l'histoire sociale les franges du monde ouvrier qui n'étaient pas organisées, notamment pour savoir comment elles ont perçu les organisations syndicales dans les situations où, la paix du travail aidant, elles privilégiaient concorde et compromis en ne soutenant aucune conflictualité, sans tenir compte des intérêts des salariés les plus précaires.

L'histoire sociale et ouvrière appelle ainsi encore bien des chantiers et des perspectives de recherche. Ce qui paraît d'autant plus important dans un contexte de profond démantèlement social qui engendre aussi bien des résistances collectives que des renoncements silencieux, porteurs d'une souffrance sociale qui n'a pas spontanément sa place dans la perception critique du présent et dans la conscience historique.